

Face à la propagande sur la question de la guerre en Ukraine, nous publions quelques articles et dossiers parus dans *Informations ouvrières* qui permettent d'en démonter les mécanismes et d'établir la réalité des faits.

Tandis que Macron s'agite et se prosterne devant son maître à Washington, les journaux et médias français s'activent à élever des écrans de fumée. Tous vantent la dénonciation vigoureuse par leur poulain des mesures « *super-agressives* » de l'IRA américain (1). Une loi pourtant banale, mais qui pénaliserait l'industrie française et européenne, dont Macron est, semble-t-il, si fier. Étrange de la part du président d'un pays où le poids de l'industrie dans l'économie (rapporté au produit intérieur brut) a été divisé par deux en 50 ans et est aujourd'hui l'un des plus faibles d'Europe juste après la Grèce et le Luxembourg, selon les chiffres de la Banque mondiale.

Macron s'insurge parce que les aides à la production prévues par l'IRA ne seront versées qu'à la condition qu'elles favorisent l'économie américaine : la *made in USA*. Violation des règles du commerce international, hurle Macron, pourtant champion du monde des aides publiques aux entreprises privées, sans aucune contrepartie, avec 150 milliards par an. A quoi le président américain, Joe Biden, a répondu, stoïque : « *Je ne m'excuse pas, vous n'avez qu'à faire de même en Europe.* » Quel cirque ! Comme le dit un vieux proverbe chinois : « *Quand le sage montre la lune, l'idiot regarde le doigt.* » Certes, l'énergéticien italien Enel vient d'annoncer sa décision de construire opportunément une usine de composants solaires aux Etats-Unis pour bénéficier des subventions américaines. Et il n'est pas le seul.

Mais de quoi parle-t-on ?

Stéphane Marati

(1) Inflation Reduction Act : loi promulguée à l'été 2022 aux Etats-Unis, comprenant des crédits d'impôts pour l'achat de véhicules électriques neufs américains, ainsi que des aides à l'installation de panneaux solaires et à l'isolation des logements. Pour les entreprises : des crédits d'impôts pour les investissements et la production dans le véhicule électrique, l'éolien, le solaire, l'hydrogène vert, les biocarburants et les batteries.

Informations ouvrières n°735, semaine du 8 au 14 décembre 2022

Mille milliards de dollars De la destruction en cours des bases industrielles du Vieux Continent à la guerre en Ukraine

■ La guerre et les sanctions précipitent l'Europe dans une crise sans précédent depuis la Seconde Guerre mondiale

Dans son rapport mondial sur les salaires 2022-2023, publié le 30 novembre, l'Organisation internationale du travail (OIT) dénonce « une baisse brutale des salaires réels ». Le journal patronal *Les Echos* (2 décembre) précise même que « *les salaires vont moins vite que les prix pour la première fois depuis cinquante-cinq ans* ». Sur le Vieux Continent, les gens peuvent de moins en moins se loger, se chauffer et manger à leur faim.

LE PRIX DU GAZ EN EUROPE : DE 15 € JUSQU'À 350 € CES DERNIERS MOIS

Evidemment, les problèmes ne surgissent pas de nulle part. Ils existaient bien avant la guerre en Ukraine.

Mais l'invasion de l'Ukraine et les sanctions internationales prises par les Etats-Unis et par l'Europe à l'encontre de la Russie, moins pour défendre la « démocratie » que les intérêts fondamentaux de l'impérialisme américain, précipitent l'Europe dans une crise sans

précédent depuis la Seconde Guerre mondiale.

Avant le déclenchement de la guerre provoquée par l'invasion militaire de l'armée de Poutine, dont les motivations réelles restent sans doute à éclaircir, l'Union européenne importait du gaz russe au prix moyen négocié de 15 euros le mégawatt-heure (MWh), via des contrats d'approvisionnement longs garantissant des prix bas décorrélés des prix de marché.

Depuis les sanctions internationales et l'arrêt des livraisons de gaz russe à l'Europe, le prix d'approvisionnement est soumis au marché spot du gaz, qui a évolué entre 100 et 350 euros ces derniers mois. Résultat, selon *BNE Intelligence* : « *En Allemagne, locomotive industrielle de l'Europe, les industries les plus énergivores sont déjà durement touchées par des coûts insoutenables : l'énergie représente 26 % des coûts de l'industrie métallurgique ; 19 % de la production chimique de base ; 18 % de la fabrication du verre ; 17 % pour le papier et 15 % pour les matériaux de construction.* » ■

■ L'Ukraine sous la coupe des puissances étrangères

C'est dans ce contexte que Macron et Biden se sont exprimés pour affirmer que la guerre continuera autant que nécessaire.

Selon le CSIS américain (*Center for Strategic and International Studies*), « *l'Ukraine a déjà épuisé ses réserves financières et une grande partie de sa capacité d'emprunt. Son économie a été progressivement paralysée et a rendu de plus en plus difficile pour l'Ukraine de continuer à financer même les coûts opérationnels de la guerre. En pratique, l'Ukraine ne peut pas continuer à se battre et à se redresser sans l'aide continue des Etats-Unis et d'autres puissances. De plus, si la guerre s'éternise comme elle pourrait bien le faire, les coûts totaux des Etats en guerre et en redressement pourraient facilement dépasser 500 milliards de dollars. Une guerre vraiment longue pourrait porter le coût total de la guerre et de la reprise à mille milliards de dollars ou plus.* » Le produit intérieur brut de l'Ukraine est tombé à 155 milliards de dollars et la banque nationale du pays prévoit un nouvel effondrement de 30 %.

VENTE DU PAYS À LA DÉCOUPE

Le Fonds monétaire international (FMI) a donc annoncé qu'il continuerait à verser cinq milliards de dollars par mois à l'Ukraine en probable échange d'un vaste programme de privatisations et de réformes économiques.

De son côté, le président ukrainien, Zelensky, a déclaré le 29 novembre que pour financer le programme de reconstruction de mille milliards de dollars, « *l'Ukraine développe un système qui permettra aux pays partenaires de devenir des "mécènes"* (ou des "protecteurs", Ndlr) des régions, villes ou entreprises ukrainiennes ».

Mille milliards de dollars. C'est aussi le titre d'un film exceptionnel d'Henri Verneuil, réalisé en 1982, avec en acteur principal le regretté Patrick Dewaere.

Un film d'une brûlante actualité et qu'on ne peut que conseiller aujourd'hui pour mieux comprendre les enjeux de la guerre actuelle. ■

■ L'usine chimique allemande de Ludwigshafen en danger et 39 000 emplois menacés

L'allemande BASF, plus grande entreprise chimique au monde, a prévenu que si la situation se poursuivait, elle pourrait fermer sa plus grande usine qui se trouve à Ludwigshafen, dans le sud de l'Allemagne, où elle emploie 39 000 personnes, dans une installation qui consomme autant d'énergie que toute la Suisse. Sa facture de gaz a été multipliée par trois en Europe sur les neuf premiers mois de l'année et elle est neuf fois plus élevée qu'en 2020. Pour son PDG, Martin Brudermüller, si les prix du gaz vont se stabiliser, « nous pensons qu'à long terme, ils seront environ trois fois plus élevés en Europe qu'aux Etats-Unis, ne serait-ce qu'en raison des coûts plus élevés du GNL », qui remplace partiellement les importations de Russie.

Certes, le gouvernement allemand a mis 200 milliards sur la table pour aider les ménages et les industries allemandes (ce qui a aussi provoqué l'ire de Macron). Il a proposé de renflouer les entreprises pour les aider à rester en vie. Mais cela suppose que la crise soit temporaire et que les choses reviennent bientôt à la « normale », ce qui est loin d'être le cas. D'autant que le problème de l'Europe est moins un problème de prix que d'approvisionnement en énergie.

■ À la croisée des chemins

Les « grands » de ce monde ne ménagent pas leurs efforts et rêvent sans doute d'un destin. Poutine le Barbare, Macron « Le Petit », Biden l'Américain... Zelensky souhaite, paraît-il, selon la chaîne Al-Jazeera, que l'Ukraine devienne un « grand Israël » après la fin de l'invasion russe, soulignant que la sécurité

Sa dépendance aux sources d'énergie russe (gaz, pétrole, charbon) est si considérable qu'elle ne peut pas totalement remplacer les pertes liées aux sanctions imposées à la Russie. A tel point que, selon un responsable de BASF, cité par le magazine *Fortune* : « Si l'offre devait chuter de manière significative et permanente en dessous de 50 %, nous serions obligés de fermer le site de production (de Ludwigshafen) tout en maintenant les normes de sécurité nécessaires ».

PAS SEULEMENT BASF...

Or, dans le monde des affaires, si une usine ferme, les clients partent ailleurs. Comme le dit le représentant de BASF : « Les avertissements de BASF sont sans précédent et montrent à quel point la crise devient profonde. Il est très probable que le complexe de Ludwigshafen soit condamné indépendamment du rationnement, puisque les prix du gaz européens constamment élevés réduisent la compétitivité des produits allemands de BASF face à ses rivaux des Etats-Unis et du Moyen-Orient. (...) Ce n'est pas seulement BASF qui est en difficulté. Les entreprises à forte intensité énergétique seront partiellement ou totalement fermées en particulier en Allemagne, mais il y aura une réduction de capacité dans toute l'Europe. » ■

serait probablement le principal problème pendant la période d'après-guerre. Il envisagerait ainsi la présence de forces armées dans « toutes les institutions, les supermarchés et les cinémas ».

Quant au mouvement ouvrier et aux peuples d'Europe, ils sont aujourd'hui à la croisée des chemins. La guerre ne laisse que peu de

■ Perte de secteurs industriels entiers

En octobre, Gerald Haug, président de l'Académie nationale allemande des sciences, a déclaré : « Si nous n'agissons pas maintenant, nous perdrons des secteurs industriels entiers, en particulier dans l'industrie des matières premières. »

Les industries métallurgiques et chimiques ne sont pas les seules concernées. Les fabricants de papier annoncent aussi des fermetures et des réductions massives de production : « Le géant de l'emballage en carton ondulé Smurfit Kappa a choisi de réduire sa production d'environ 30 000 à 50 000 tonnes en août, car, avec le prix actuel de l'énergie, il n'y a absolument aucun sens à faire des stocks. »

La Fédération européenne de l'industrie papetière a averti que d'éventuelles perturbations de l'approvisionnement en gaz de l'industrie « affecteraient l'ensemble de la logistique de l'UE, la disponibilité des emballages en papier pour les aliments et les produits pharmaceutiques, ainsi que les produits d'hygiène essentiels. » ■

choix aux hésitants. Les centaines de milliers, voire les millions de prolétaires européens qui sont simultanément confrontés à la destruction de leurs acquis et de leurs emplois et qui se battent pour défendre leurs salaires, leurs retraites et leurs droits, n'ont pas dit leur dernier mot. Rien n'est joué. Halte à la guerre ! ■

**« Ni Poutine ni Otan !
Cessez-le-feu ! »**

**Pour signer l'appel
haltealaguerre.fr**



Le site de production de BASF Schwarzheide GmbH (Allemagne).

En Ukraine, un retour à des conditions de travail dignes du XIX^e siècle

A écouter les médias, Zelensky incarnerait la liberté, la démocratie et la lutte contre l'opresseur. Qu'en est-il réellement ?

Emile Brizon

Les salariés ukrainiens ne jouissent pas de conditions de travail très élevées, en matière de salaire notamment. Depuis plusieurs années, une offensive visant à abaisser le coût du travail et les droits collectifs des salariés est à l'œuvre. La Confédération syndicale internationale (CSI) a établi en 2020 un classement des pays quant au respect des normes de l'Organisation internationale du travail (OIT) en matière de droit du travail et des droits syndicaux. Il y a six catégories : 1, 2, 3, 4, 5 et 5+. L'Ukraine faisait partie, en 2020, avec l'Arabie saoudite et l'Égypte de la catégorie 5 où les droits des travailleurs ne sont pas garantis.

Arrivé au pouvoir en mai 2019, Zelensky a accentué ce processus. Une première tentative de réforme en profondeur du Code du travail a été lancée à la fin de l'année 2019. Cette réforme devait conduire l'Ukraine à dénoncer 37 conventions de l'OIT, dont six fondamentales, sur les 71 que le pays avait ratifiées. Elle a été stoppée dès l'hiver 2020 par la mobilisation des travailleuses et des travailleurs ukrainiens, de leurs syndicats, la FPU et la KVPU.

LE DÉCLENCHEMENT DE LA GUERRE A FAIT SAUTER DE NOMBREUSES PROTECTIONS

Le déclenchement de la guerre, en février dernier, et l'application de la loi martiale ont permis de faire sauter de nombreuses protections : suspension des conventions collectives, interdiction des grèves, augmentation possible du temps de travail des 40 heures habituelles à 50 ou 60 heures par semaine, travail de nuit et du week-end facilité, etc. La loi martiale a également permis la mise en place d'un dispositif répressif à l'encontre de tous ceux suspects de ne pas partager les « positions officielles ». Dix-huit mille citoyens ukrainiens encourent ainsi des peines allant jusqu'à douze ans d'emprisonnement pour « crimes contre la sécurité nationale ».

Le 19 juillet dernier, le Parlement est allé encore plus loin en adoptant la loi 5371. Cette loi prive les salariés des entreprises de moins de 250 salariés de la possibilité de conclure des contrats de travail collectifs avec l'employeur, transférant tout le champ de la réglementation du travail aux contrats de travail individuels. Zelensky a ratifié

cette loi le 23 août 2022. Elle concerne 70% des salariés ukrainiens.

Dans ces entreprises de moins de 250 salariés, le droit du travail n'a désormais plus cours ; chaque salarié y a maintenant son propre contrat individuel, et les licenciements sont laissés à la discrétion de l'employeur.

Ce dispositif prive les travailleurs de leur droit de négociation collective et donne la possibilité aux employeurs de soumettre 10% de leur main-d'œuvre à des contrats « zéro heure » : aucune indication d'horaire

Dans les entreprises de moins de 250 salariés, le droit du travail n'a désormais plus cours ; chaque salarié y a maintenant son propre contrat individuel, et les licenciements sont laissés à la discrétion de l'employeur.

ou de durée minimum de travail, le salarié est rémunéré uniquement pour les heures travaillées et doit pouvoir se rendre disponible à n'importe quel moment de la journée.

C'est clairement un retour au contrat de louage de service du 19^e siècle, et cela remet en cause l'existence même des syndicats. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le gouvernement souhaite confisquer les biens détenus par la Fédération des syndicats

d'Ukraine (FPU). La destruction des conventions collectives de travail pour l'écrasante majorité des entreprises ukrainiennes est une violation d'un certain nombre de conventions internationales de l'Organisation internationale du travail (OIT).

MAIS CE N'EST PAS TOUT

Professeur d'économie à Cambridge et conseiller du président Zelensky, Alexander Rodnyansky estime que l'Ukraine, qui aura

besoin, selon les estimations, d'au moins 350 milliards d'euros pour sa reconstruction, devra aller plus loin, revoir totalement le Code du travail et privatiser des milliers d'entreprises si elle veut rebondir, tout en continuant de financer l'effort de guerre. Le pays doit selon lui revisiter son Code du travail, vieux de cinquante ans, pour le « libéraliser » et le rendre, à l'image du Danemark, « plus flexible », afin de relancer l'activité économique.

« Certaines particularités, héritées du système soviétique, impliquent par exemple de remplir quatre pages de documents administratifs pour prendre un jour de congé », a-t-il indiqué, avant d'ajouter : « D'autres parties du Code du travail sont également à réformer, afin d'assouplir les recrutements, les licenciements, les conventions en matière d'indemnités de licenciement, la flexibilité des horaires, et les contrats de travail, y compris les CDD » (1). Alexander Rodnyansky a en outre indiqué qu'il était favorable à une révision du salaire minimum horaire, pour l'éliminer dans certaines industries : « Nous devons nous assurer qu'il n'est pas trop élevé et n'accroît pas le chômage, alors que l'économie ukrainienne est déjà au bord du gouffre », a-t-il conclu. De quoi inquiéter les organisations syndicales, qui évoquent notamment un vote, en début d'année, légalisant et généralisant les contrats « zéro heure », à l'anglaise, au Parlement ukrainien. Est-il nécessaire de commenter : Zelensky n'est ni l'ami du peuple ni un farouche partisan de la démocratie. ■

(1) *The Guardian*, 4 octobre 2022.



Le Parlement ukrainien qui a voté en juillet une loi privant les salariés de conventions collectives.

Poutine, les oligarques et le peuple russe

En 1999, quand Poutine arrive au pouvoir, la Russie est un pays exsangue. Dirigée par Eltsine – alcoolique notoire qui ne contrôle rien – ceux qu'on appelle la « famille », composée de membres de sa propre famille et d'oligarques, profitent de son pouvoir pour privatiser et s'enrichir par le vol de la propriété sociale. C'est la naissance du règne de ces grands oligarques.

Quand Poutine arrive donc au pouvoir, il restaure le pouvoir de « l'Etat », c'est-à-dire le sien. Il domestique les oligarques. Certains meurent, d'autres sont envoyés en prison, et la plupart se soumettent aux exigences de Poutine. Le clan Poutine et les oligarques contrôlent les secteurs décisifs de l'économie, comme le pétrole et le gaz, qui leur rapportent des sommes considérables. Ils n'ont aucun intérêt à ouvrir le capital de ces grandes entreprises qui pourraient voir l'entrée de capitaux étrangers pour s'implanter en

Russie. C'est au contraire leur pré carré qu'il leur faut défendre.

Il est une chose indéniable : pour assurer son pouvoir sans partage, Poutine a dû faire en sorte d'augmenter le niveau de vie de la population, d'où pendant des années un soutien à Poutine.

Un tournant s'opère néanmoins en 2018, lorsque le gouvernement Poutine annonce un allongement de l'âge de départ à la retraite. De 55 ans pour les femmes, il passe à 60 ans et de 60 à 65 ans pour les hommes. Des mobilisations importantes se produisent alors en Russie : des manifestations, des grèves, qui expriment un rejet massif de la population de voir remis en cause ses droits à la retraite. Poutine justifie ces décisions par les difficultés rencontrées par l'économie russe.

En effet, les salaires qui avaient augmenté jusqu'alors stagnent, voire baissent dans certains secteurs. Le taux de chômage est alors officiellement de 4 %, mais dans certaines régions, notamment en Sibérie, de très nombreuses personnes sans emploi

ne sont pas comptabilisées. Si le chômage est faible, c'est que les réglementations issues du Code du travail limitent pour les patrons la possibilité de licencier à tout-va. En revanche, ils peuvent baisser les salaires.

Comme l'allocation chômage est de 130 euros, mieux vaut un salaire réduit qu'une allocation avec laquelle on ne peut pas vivre. Le salaire moyen est officiellement de 370 euros, mais il y a là d'importantes variations : dans des villes comme Moscou ou Saint-Petersbourg, le salaire moyen est beaucoup plus élevé, dans les secteurs du pétrole et du gaz aussi.

A Moscou, le salaire moyen peut monter jusqu'à 1 400 euros, alors qu'un retraité en Sibérie touche 100 euros. Mais depuis la mise en œuvre des sanctions occidentales, c'est le peuple russe et non le régime qui est frappé. La chute du rouble et l'inflation touchent directement la population. Depuis septembre, les achats de détail (alimentation, vêtements, etc.) ont chuté de 10 %.

L.G. ■

Un régime répressif

Depuis sa prise de contrôle de la Fédération de Russie, Poutine exerce une répression considérable. Lors de la guerre en Tchétchénie ou des attentats en Russie, le gouvernement dénonçait tout opposant comme terroriste, qui finissait en prison ou assassiné. Rappelons-nous cette phrase pleine d'élégance de Poutine : « On ira chercher les terroristes jusque dans les chiottes ! »

Avec la pandémie et le confinement, toute manifestation a été interdite, et c'est encore le cas actuellement. Au moment du déclenchement de la guerre en Ukraine, des manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays. Elles ont été sévèrement répri-

mées. Pour activité de « dénonciation de l'armée russe », la condamnation peut aller jusqu'à dix ans de prison. Lors d'un banal contrôle de police en ville, le policier peut exiger d'inspecter le contenu de votre téléphone portable et peut vous interpellé ou faire un signalement. Mais il n'y a pas que les arrestations, il y a le fait qu'un « opposant » peut être licencié, privé de toute allocation ou expulsé d'une université. Des milliers et des milliers de personnes sont ainsi détenues.

Dans certaines villes de Russie, les autorités créent des « murs de la honte » avec la photo et les noms des « traîtres à la patrie ».

Répression antisyndicale

Il existe plusieurs organisations syndicales en Russie, la plus importante étant celle qui a pris le nom de Syndicat indépendant de Russie, qui est en réalité l'héritière des anciens syndicats officiels. Formellement, les droits syndicaux et le droit de grève sont reconnus en Russie.

Mais la réalité est différente : face à un syndicat combatif et revendicatif, l'argument des autorités saisissant la justice peut être qu'il s'agit d'un « travail politique » et donc contraire à la réglementation sur les syndicats.

En janvier 2018, la justice a décidé au tribunal de Saint-Petersbourg la dissolution de l'Association interrégionale des syndicats de travailleurs au motif qu'elle faisait de la politique et recevait du financement de l'étranger. Un exemple, en septembre 2021, dans la ville de Tomsk, le militant syndical Kuznetsov est interpellé, puis condamné, ou, plus récemment, suite à une mobilisation de livreurs, un des initiateurs de la grève, Kirill Oukraïntsev, est arrêté et condamné à la prison.

Les mères de soldats

C'est maintenant une tradition en Russie, depuis la guerre d'Afghanistan, puis de celle de Tchétchénie, que des mères et femmes de soldats expriment le rejet de la guerre.

Avec le nombre important de jeunes Russes morts en Ukraine, des mères et des femmes de soldats se sont de nouveau mobilisées.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle Poutine s'est livré à ce débat avec des mères de soldats, triées sur le volet, dans une émission à la télévision. Bien évidemment, ces femmes sont prudentes, dans un pays où la répression est extrêmement violente, mais elles bénéficient d'une certaine protection : difficile en effet d'arrêter ou d'emprisonner une femme dont le fils est mort au combat.

Dans certaines régions, les protestations contre la guerre sont plus massives et plus violentes qu'ailleurs, comme en Bouriatie, où les jeunes ont été massivement mobilisés.

A la réception des cercueils, dans les petites villes de cette région, c'est une véritable explosion de colère. Minorité nationale en Russie, la population bouriate est très solidaire.

Des champs ukrainiens si convoités

Un nouveau pas a été franchi en 2021, en Ukraine, dans le démantèlement des bases du pays. En effet, en mars, le Parlement ukrainien votait la possibilité de vendre les terres agricoles.

Lucien Gauthier

Après la chute de l'URSS et l'indépendance de l'Ukraine, la marche à la privatisation a fait rage et la question de la terre s'est posée de manière centrale. Rappelons que l'Ukraine est le « grenier à blé » de l'Europe. En effet, les terres noires du pays font que l'agriculture représente 15 % du PIB ainsi que 40 % des exportations et emploie 20 % de la population active.

Au cours des années 1990, pour privatiser la terre, le gouvernement remettait aux paysans mais également aux ouvriers qui le souhaitaient un coupon donnant droit à propriété d'un terrain agricole délimité. Des paysans et des ouvriers avec des terres mais sans argent, des oligarques issus de la bureaucratie stalinienne sans terre mais avec de l'argent, cela a permis à ces derniers de racheter les coupons, c'est-à-dire les droits de propriété de ces paysans et de ces ouvriers. Cela a été une des sources d'enrichissement considérable des oligarques.

OLIGARQUES ET MULTINATIONALES

Devant la crise rencontrée par l'agriculture en Ukraine, en 2001, le gouvernement décide d'un moratoire qui mettait fin à la privatisation des terres publiques. 41 millions d'hectares, soit environ 96 % des terres agricoles ukrainiennes, se sont trouvées concernées par ce moratoire. Mais 68 %, soient 28 millions d'hectares, appartenaient déjà à des propriétaires privés. Le moratoire interdisait la vente des terres mais n'empêche pas leur location. Beaucoup de petits propriétaires louent ainsi leurs terres à des sociétés ukrainiennes ou étrangères. On estime qu'entre 3 et 6 millions d'hectares de terres agricoles étaient ainsi sous le contrôle d'entreprises étrangères.

Le premier détenteur de terres agricoles est Kernel, société d'un citoyen ukrainien mais déclarée au Luxembourg, avec 570 000 ha ; puis Ukr-LandFarming, avec 500 000 ha ; NCH Capital, société américaine, avec 430 000 ha ; le groupe MHP, avec 370 000 ha ; Astarta, avec 370 000 ha également (les groupes UkrLandFarming, MHP et Astarta sont légalement ukrainiens mais enregistrés à Chypre ou aux Pays-

Bas) ; le conglomérat saoudien Continental Farmer Group possède 195 000 ha et la société agricole française Agro Génération a 125 000 ha.

En 2014, la société américaine Cargill a acquis une part des actions d'UkrLandFarming.

ZELENSKY FACE À L'OPPOSITION DU PEUPLE UKRAINIEN

La loi prise par le gouvernement Zelensky et le parlement ukrainien, en 2021, a mis fin au moratoire et elle permet d'acquérir jusqu'à 100 ha, à partir du 1^{er} juillet 2021, et jusqu'à 10 000 ha à partir du 1^{er} janvier 2024. De nombreux paysans ont manifesté contre cette loi et, dans un sondage en 2021, 64 % de la population se déclarait contre.

Mais il y avait le FMI. Après 2014 et l'annexion du Donbass et de la Crimée, il a versé 13 milliards de dollars entre 2014 et 2019 ; 5 milliards en 2020. Le FMI, pour continuer à verser ses « aides », avait exigé la levée du moratoire. Contre les paysans et la population ukrainienne, le gouver-

nement Zelensky a appliqué les exigences du FMI. De nombreux responsables d'organisations paysannes ont expliqué que cette loi aboutirait à éjecter des petits paysans et à étendre la concentration des terres entre les mains de gros groupes financiers. Les petits paysans, déjà en difficultés financières, ne pourront acheter des terres étant donné les prix qui ne cessent d'ailleurs de monter.

Les exploitants peuvent bénéficier d'un droit de préemption garanti par la nouvelle loi aux locataires actuels. Cette clause va permettre à tous les grands groupes évoqués plus haut de racheter ces terres, qu'ils louent aujourd'hui, accroissant encore la concentration des terres aux mains des plus grands.

Lorsque les locataires sont de petits agriculteurs, ils peuvent eux aussi transférer leur droit de préemption vers d'autres parties, ce qui recrée la même situation des années 1990, lorsqu'ils devaient vendre leurs coupons.

LES INTÉRÊTS DU PEUPLE UKRAINIEN BRADÉS AU CAPITAL FINANCIER

Ces grands groupes sont soutenus notamment par la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (Berd) et par les aides régulières du gouvernement ukrainien sous la forme d'exonérations d'impôts. Les grands groupes déjà cités ont été les bénéficiaires prioritaires : Kernel a reçu 248 millions de dollars de la Berd ; MHP, 235 millions depuis 2010 et 100 mil-

lions de la Banque européenne d'investissement (BEI) ; Astarta a reçu 95 millions de la Berd et 60 millions de la BEI.

Les institutions internationales financent non seulement ces entreprises mais aussi les oligarques. Le fondateur de MHP, Yuri Kosyuk, est classé 11^e plus riche Ukrainien, et Andry Verenvskiy, fondateur de Kernel, 19^e.

Bien évidemment, les étrangers ne peuvent pas acheter des terres en Ukraine mais ils peuvent accéder à des parts dans des sociétés ukrainiennes et il ne manque pas d'oligarques ukrainiens prêts à servir de prête-nom aux grands trusts internationaux. Précisons en outre que l'exportation des céréales d'Ukraine est déjà dans les mains des trusts étrangers qui en contrôlent la commercialisation. Cela représente une attaque considérable contre ce qui, rappelons-le, est le pays « grenier à blé » de l'Europe.

Loin de défendre la souveraineté de l'Ukraine, le régime de Zelensky brade les intérêts du peuple ukrainien. ■



BlackRock

Zelensky a confié la gestion des investissements privés en Ukraine au fonds d'investissement BlackRock, a annoncé la ministre ukrainienne de l'Economie, le 10 novembre, en pleine guerre. Elle a déclaré : « *Il est important pour nous de démontrer au monde entier que la guerre n'interdit pas les investissements en Ukraine.* »

Le parrain

Le principal sponsor de Zelensky est Ihor Kolomoïski, le plus riche oligarque d'Ukraine. Coïncidence ? C'est ce même oligarque, principal actionnaire de la holding pétrolière Burisma, qui employait le fils de Joe Biden, Hunter, pour un salaire de 50 000 dollars par mois. Et c'est encore lui qui a géré la carrière d'acteur de Zelensky. Son feuilleton passait sur la chaîne TV1+1, qui aurait versé 40 millions de dollars à Zelensky depuis 2012. Le producteur et auteur des scénarios de Zelensky est aujourd'hui le chef du service de sécurité de l'Etat.

Guerre en Ukraine : un débat à Saint-Denis (93)

Ce 8 octobre, à Saint Denis, se sont tenues « les rencontres populaires de Saint-Denis », à l'initiative de LFI, de la Nupes de Saint-Denis, du POI. Plusieurs tables rondes et assemblées-débats s'y sont succédé sur différents thèmes, autour notamment de députés LFI du département. Une discussion fraternelle, conviviale entre militants qui se battent pour le même objectif.

Parmi les nombreuses questions abordées au cours du premier débat auquel participaient les députés Clémentine Autain, Eric Coquerel, Jérôme Legavre, Stéphane Peu, le syndicaliste CGT RATP, Ahmed Berahal : la constitution de la Nupes, ses batailles à l'Assemblée et sur le terrain, la marche du 16 octobre, la réforme des retraites, la guerre... Ce dernier point, notamment, a suscité le débat. Extraits.

Jérôme Legavre, député LFI, militant du POI : Le POI a rejoint l'Union populaire dès sa constitution en décembre dernier. (...) Il était pour nous normal d'être partie intégrante d'un mouvement de masse qui se constitue sur une ligne de rupture.

Je ne vais pas revenir ici sur toutes les raisons qui nécessitent la rupture. Je prendrai le point qui m'inquiète le plus : la guerre. Camarades, la guerre est en Europe et nul ne sait ce qui peut se passer, ni où l'escalade entretenue par les gouvernements des deux côtés peut nous conduire.

Cette guerre est le produit direct d'un système monstrueux et destructeur, le système capitaliste.

Poutine a envahi l'Ukraine, ordonné à son armée de bombardier. C'est inacceptable. La guerre se déchaîne en Ukraine. C'est la barbarie. C'est une guerre y compris contre son propre peuple. Tout le monde a vu ces milliers de jeunes russes qui fuient la Russie parce qu'ils ne veulent pas être enrôlés dans la sale guerre de Poutine. Poutine défend les intérêts d'une clique d'oligarques mafieux qui prospèrent sur la base du pillage.

Mais on ne peut pas s'arrêter là. J'étais avec mes collègues à l'Assemblée nationale quand, lundi dernier, Elisabeth Borne a fait son discours sur la guerre.

Je l'ai entendu dire : « Cette guerre, c'est une guerre pour la démocratie, pour nos valeurs ; c'est une guerre pour les droits de l'homme. » Donc, déjà, j'en conclus que nous sommes en guerre. Et de fait, tous les jours, les Etats-Unis, les gouvernements européens livrent des armes au régime de Zelensky. Ensuite, j'entends que cette escalade, c'est pour la démocratie, les droits de l'homme, pour nos « valeurs »...

Ah bon ? L'Otan, Biden, Macron, Liz Truss, Olaf Scholz, Zelensky, tous ces gens-là défendent la paix, la démocratie ? L'Otan, c'est les bombardements sur la Serbie, le dépeçage de l'ex-Yougoslavie. L'Otan, la paix et la démocratie ? Allez demander aux Afghans ce qu'ils en pensent... Regardez ce que l'Otan, qui a occupé l'Afghanistan entre 2001

et 2021, a fait de ce pays. L'Otan, c'est le bras armé des Américains. Allez demander aux Irakiens ce qu'ils pensent des Etats-Unis pour défendre la paix, les droits de l'homme, la démocratie.

Quand Elisabeth Borne dit que les sanctions et les livraisons d'armes c'est pour la paix, la démocratie, etc., j'ai beau retourner le problème dans tous les sens, je ne la crois pas, pas une seule seconde.

Nous ne sommes pas naïfs : des intérêts colossaux sont en jeu. Ni Macron, ni Biden, ni Olaf Scholz et compagnie n'ont quoi que ce soit à faire des peuples, quoi que ce soit à faire des travailleurs. Cette guerre n'est pas celle des peuples. Elle est celle des puissants de ce monde qui se livrent une guerre féroce pour le pillage des richesses. Et je suis extrêmement inquiet quand je vois l'escalade militaire en cours, parce qu'Elisabeth Borne, dans son discours à l'Assemblée, a dit : « Toutes les mesures que nous avons prises, toutes les mesures que l'Europe a prises sont indispensables, nous allons les amplifier. »

Olaf Scholz a décidé de porter à 100 milliards le budget militaire de l'Allemagne. Nous allons bientôt examiner le projet de loi de finances du gouvernement français : le budget de l'armée augmente de 3 milliards. Tous ces gens-là marchent à la guerre. Et en ce moment même, au nom de la guerre, les mêmes nous disent : il faut faire toujours plus de sacrifices. Ils détruisent l'école, les hôpitaux. Le gouvernement français détruit l'assurance-chômage, veut s'en prendre aux retraites...

Mais, pour la guerre, l'argent coule à flots. Or, à qui la France livre-t-elle des armes ? Elle les livre au régime de Zelensky. Le régime de Zelensky, personnellement, je ne le trouve pas plus fréquentable que celui de Poutine. C'est un régime d'oligarques mafieux tout autant que celui que représente Poutine.

Donc oui, il faut la rupture avec ce système qui nous conduit tout droit à la catastrophe. Et pour moi ça implique de dire nettement et de se battre pour l'arrêt de la guerre : cette guerre n'est pas la nôtre ; l'arrêt des livraisons d'armes tout de suite ; la sortie immédiate de l'Otan. (...)

Cathy Billard, représentante du NPA : La gauche ne peut pas se contenter de dire que le peuple ukrainien est la première victime. On est obligé de se demander comment on fait pour aider le peuple ukrainien. On est obligé de se dire comment on fait pour que le peuple ukrainien ait une autre alternative que Poutine ou Zelensky. Et ça veut dire qu'il faudrait, comme le font les convois inter-syndicaux, aider les organisations syndicales qui sont indépendantes du gouvernement, aider les organisations de mouvements ukrainiens qui existent et puis aussi souhaiter la victoire de la résistance, la résistance armée et non armée ukrainienne. Parce que si Poutine gagne, et il doit perdre, ce ne sera une bonne nouvelle pour personne, ni en Ukraine, ni ailleurs.

Clémentine Autain, députée LFI : Sur l'Ukraine, je partage deux points : la défaite de Poutine est un objectif politique que nous devons partager fortement parce qu'il y a un agresseur et un agressé. Et le projet politique de Poutine est un projet épouvantable. Il faut le regarder en face et mesurer la dangerosité de son impérialisme et de ce qu'il veut faire vis-à-vis du peuple russe et du peuple ukrainien. Donc, il faut impérativement cette défaite. Je partage aussi le fait qu'on n'est pas à l'offensive en termes de pratique concrète d'un internationalisme vis-à-vis d'un peuple qui aujourd'hui en a besoin.

Jérôme Legavre : Il faut la défaite de Poutine, Poutine doit perdre... Qu'est-ce qu'on veut dire ? Parce que cela, certains s'en chargent en ce moment... Qu'est-ce qu'on veut dire ? Qu'il faut plus de sanctions ? Plus de livraisons d'armes ? Plus d'Otan ? Si c'est ça, je ne suis pas d'accord du tout, je ne marche pas. Il ne peut y avoir aucune ambiguïté sur cette question.

La solution pour les peuples ne peut venir que des peuples eux-mêmes, certainement pas des régimes et des gouvernements qui les exploitent. Soutenir les organisations syndicales indépendantes du gouvernement en Ukraine, complètement d'accord. Surtout quand, en ce moment, le régime de Zelensky profite de la guerre pour faire passer une réforme du Code du travail qui réduit à néant tous les droits des travailleurs ukrainiens. Les confédérations CGT et FO se sont exprimées à ce sujet, à juste titre. Et aussi soutien aux Russes qui, dans les pires conditions, résistent à Poutine, à sa guerre et à la répression. Et ici, ça veut dire se battre contre notre propre gouvernement qui marche au pas derrière l'Otan.

Désolé de me répéter, mais l'issue pour les peuples ukrainien et russe ne peut pas venir de ceux qui en ce moment nous répètent tous les jours : en livrant des armes à Zelensky, nous défendons nos valeurs. Je ne sais pas si vous avez vu cela mais en Allemagne, des voix se sont élevées pour dire : on ne soutient pas la guerre, il faut un cessez-le-feu. Réponse de Scholz et Ursula von der Leyen : en aucun cas nous n'exigerons de cessez-le-feu. La guerre doit continuer. Ce n'est pas une provocation de ma part : si c'est l'Otan qui balaie Poutine, ça ne règlera pas le problème du peuple russe.

Cathy Billard (de la salle) : ... Mais celui du peuple ukrainien.

Jérôme Legavre : Je ne le pense pas. Le pillage continuera. Vous pensez que Zelenski a quelque chose à voir avec les intérêts du peuple ukrainien ? Il est aussi étranger aux intérêts du peuple ukrainien que Poutine l'est de ceux du peuple russe. Petit rappel au passage : Saddam Hussein qui était un dictateur a été balayé par les Etats-Unis. Regardez la situation en Irak aujourd'hui...

TRIBUNE LIBRE ET OPINIONS

Guerre en Ukraine, livraison d'armes à sous munition, rôle de l'OTAN : le NPA ne fait-il pas fausse route ?

Voici maintenant un an qu'une guerre fait rage en Ukraine, engendrant un carnage sans nom : des milliers de réfugiés, un engouffrement de forces productives et bien sûr, des milliers de vies humaines fauchées.

La guerre, concentrée de contradictions du capital et de son impasse, est toujours un test pour les organisations qui se réclament de la classe ouvrière.

Cela apparaît maintenant dans toute son évidence : la guerre actuelle en Ukraine oppose par procuration les pays de l'OTAN et la Russie. Mais cette confrontation militaire est indirecte : c'est le peuple ukrainien qui est utilisé. Cela n'est pas la première fois que les USA utilisent un pays ou des groupes pour s'épargner des pertes humaines. En compensation, les dollars. Les dollars et les instructeurs sont envoyés en masse. La stratégie des principaux pays de l'OTAN est de faire durer le plus longtemps possible la confrontation, peu importe le coût humain. Seul compte sa stratégie de préparation d'une guerre contre la Chine. Or la position qu'a adoptée le NPA a surpris nombre de militants.

FAUT-IL APPLAUDIR LES LIVRAISONS D'ARMES À SOUS-MUNITIONS... ET AUTRES ARMES « CONVENTIONNELLES » PAR LES PAYS DE L'OTAN ?

En effet, depuis le début, le NPA a rejoint le chœur de tous ceux qui, avec des nuances parfois, n'ont qu'un mot à la bouche : « la Russie doit perdre la guerre », accompagné d'un récit où la Russie et elle seule est responsable, sans dire un mot sur les stratégies de provocations permanentes de l'OTAN. Médias, gouvernements, experts en tout genre, et bien entendu, ministres du gouvernement Macron n'ont aucunement envie que la guerre s'arrête : il faut fournir des armes, même si tout indique que l'aboutissement n'en sera que la continuité de l'horreur. Car si la Russie doit perdre la guerre, alors il faut continuer à la mener, et donc être inconditionnellement aux côtés de l'armée ukrainienne, parfois rebaptisée « résistance ukrainienne » pour gauchir un peu le propos.

Zbigniew Kowalewski est membre du Secrétariat Unifié, qui est l'organisation à laquelle est affiliée, de manière un peu ténue certes, le NPA comme l'était son ancêtre politique, la LCR.

Dans un court article, celui-ci explique sans phare la nécessité de soutenir l'effort de guerre : « *les armes conventionnelles plus, ou même beaucoup plus, nuisibles pour une raison ou une autre, et qui sont*

utilisées par l'armée russe, si l'armée ukrainienne dit qu'elle en a besoin, je soutiens leur livraison sans aucune hésitation ».

Comme la guerre va souvent avec l'autoritarisme des positions « indiscutables », il rajoute : « pour moi le débat sur la question est clos ». Pas le temps de dire ouf que le débat est déjà tranché !

Certains vont même jusqu'à s'improviser conseiller militaire 2.0 puisque l'on trouve sur le site du NPA cette justification de la livraison des armes à sous munitions : « *ce déminage massif incontournable pour que l'offensive ukrainienne puisse se relancer et faire imploser l'ensemble du système défensif russe ne peut, selon les Ukrainiens, se faire que par l'usage des armes à sous-munitions* ». Quel programme enthousiasmant. Alors que les millions d'ukrainiens et de russes n'espèrent qu'une chose, à savoir que cesse cette guerre, voici donc qu'il faudrait gagner en intensité, quitte à amonceler les cadavres, car le même article du NPA reconnaît : « *L'actuelle offensive ukrainienne... comme en convient en l'absence de chiffres précis tous les observateurs sérieux, un effrayant coût humain pour les troupes de Kiev* ».

Au contraire, il doit y avoir discussion. Pas pour savoir si les armes à fragmentation sont plus éthiques que les autres, mais pour comprendre où mène une telle orientation qui, de fait, s'aligne totalement sur celle de l'impérialisme.

En effet, l'argument utilisé est toujours le même : la guerre en Ukraine est une guerre de libération ! Zbigniew Kowalewski le dit d'ailleurs ouvertement : « *J'ai pleinement confiance en cette armée, comme en toute autre armée de libération. La même confiance que j'avais il y a cinquante ans dans l'armée vietnamienne* ». Ne faut-il pas en discuter ?

L'ARMÉE UKRAINIENNE = LE VIET CONG ? ZELENSKY = HO CHI MINH ? VRAIMENT ?

La référence au Viêt-Nam est évidemment un gage. En effet, le peuple vietnamien, au prix de sacrifices et de souffrance dont le pays porte encore les stigmates, a infligé une défaite monumentale aux impérialismes, dont le plus puissant : l'impérialisme américain. Cette victoire est à mettre au compte du mouvement révolutionnaire international. Mais la guerre menée par le peuple vietnamien – avec en son cœur la classe ouvrière – était une guerre de libération, au cours de laquelle les dirigeants du FLN (dont le programme préservait la propriété privée des moyens de production) ont été obligés de faire des pas en avant qu'ils n'avaient pas prévus initiale-

ment. Le peuple vietnamien a repris son destin en main en prenant, entre autres, les armes pour les orienter vers leurs ennemis. En Ukraine, les armes sont entre les mains de Zelensky, qui agit sur mandat des USA quasi ouvertement, malgré quelques frictions, car les USA n'ont jamais d'alliés permanents, que des intérêts. Les masses vietnamiennes se reconnaissaient dans le gouvernement qu'elles chargeaient de leurs aspirations nationales et sociales. A l'inverse, le gouvernement du Sud, tenu à bout de bras par les américains, n'avait aucun soutien populaire d'aucune sorte, ce qui explique son effondrement sans combat en 75. Le gouvernement ukrainien n'a pas la prétention de réaliser autre chose que ce qu'exige l'impérialisme. Les masses ukrainiennes terrorisées ne placent aucun soutien en Zelensky, et l'armée ukrainienne n'est pas une armée populaire, mais une armée régulière, payée et contrôlée par l'État ukrainien.

A noter au passage, que la position du courant ancêtre du NPA à l'époque, n'était pas la défaite militaire de l'impérialisme, mais l'application des accords de Genève (1954) et de Paris (1973), qui prévoyaient, sous l'influence de la bureaucratie stalinienne, la partition du pays et la stabilité sous des formes de gouvernement à plusieurs « composantes ». La défaite de l'impérialisme et l'effondrement du gouvernement fantoche du sud Viêt-Nam se sont faits sous la poussée des masses, au nord comme au sud, contre les plans et accords conjoints de Moscou, Pékin et de Washington.

Choisir un camp contre un autre n'a jamais amené à rien. Ni hier quand les staliniens poussaient à choisir le « bloc socialiste » contre le « monde capitaliste » pour dompter les révolutions, ni aujourd'hui, où les mêmes nous proposent de soutenir l'armée de Zelensky en la faisant passer pour une armée de libération.

Cette discussion est concrète : la continuation de la guerre sous l'égide de l'impérialisme et des appétits financiers, ou la paix ici et maintenant, avec la classe ? Être aux côtés de ceux qui exigent la paix, donc le cessez-le-feu, comme le faisaient les bolchéviques (eux qui ne soutenaient pas le Tsar face à l'agression allemande !), ou être aux côtés de Zelensky et de Biden pour que tout continue ?

Voilà ce qu'il est vital de discuter pour stopper la marche à la guerre, à la barbarie, au chaos, et permettre à l'humanité de gagner. Camarades du NPA : qu'en pensez-vous ?



Le 8 juillet, à l'initiative d'un comité contre la guerre et la guerre sociale rassemblé à Berlin en Allemagne, des militants d'organisations syndicales et politiques, des militants pour la paix et pour la défense des droits sociaux et des droits démocratiques ont participé à une visio-conférence, connectés depuis quinze pays en Europe (cf ci-dessous) et ont convenu de plusieurs décisions (cf encadré).

Kathrin Otte, coordinatrice de Was Tun, Allemagne.

Josè Nivoï, USB dockers, comité autonome des travailleurs portuaires de Gênes, Italie.

Pablo Garcia Cano, responsable Commissions ouvrières à l'usine John Deere, Etat espagnol.

Harri Grünberg, responsable du mouvement Aufstehen, Allemagne.

Message en vidéo de **Sahra Wagenknecht**, députée au Bundestag, Die Linke, Allemagne.

Maurizio Coppola, pour Potere al Popolo, Italie.

Ludo de Brabander, responsable du mouvement anti-guerre flamand Vrede, Belgique.

Mugurel Popescu, syndicaliste universitaire, Roumanie.

Message d'**Axel Magnus**

et **Franz Koskarti**, syndicalistes sociaux-démocrates, Autriche.

Pedro Soares, Bloc de gauche, ex-député, Portugal.

Marcus Staiger, animateur de l'association Chauffage, Pain et Paix à Berlin, Allemagne.

Pierre Bonnier, étudiant à l'université de Nanterre, France.

Lida Dodou, conseillère régionale Antarsya-Nar, Grèce.

Andreas Kutsche, Alliance pour la paix, Brandebourg, Allemagne.

Jérôme Legavre, député LFI-Nupes, militant POI, France.

Marielle Leraand, parti Peace and Justice Initiative, ex-vice-présidente du parti Rouge, Norvège.

Robert Weissenbrunner (message à titre personnel) secrétaire de l'IG Metall de Hanau, Allemagne.

Joscha Mecke, responsable de l'anti-militarisme et de la politique de paix dans l'organisation de jeunesse SDAJ, Allemagne.

Message en vidéo de **Sevim Dagdelen**, députée au Bundestag, Die Linke, Allemagne.

Britta Brandau et **Michael Altmann**, animateurs de l'appel « Les syndicalistes disent non à la guerre », Allemagne.

Message en vidéo de **Ratibor Trivunac**, militant anarcho-syndicaliste, anti-Otan, Serbie.

Evangelina Sotiropoulou, du mouvement Action anti-Otan, Grèce.

Message de **Marcus Carlstedt**,

syndicaliste LO, Suède.

Dario Oropallo, mouvement des chômeurs de Naples en lien avec le Mouvement anti-Otan, Italie.

Alexander King, député à la chambre des représentants de Berlin, Die Linke, Allemagne.

Message d'**Anton Schou**, Mouvement populaire contre l'Union européenne, Danemark.

Beppe Savary Borioli, Forum Alternativo, député cantonal, Suisse.

Andrej Hunko, député au Bundestag Die Linke, Allemagne.

Message en vidéo d'**Ögmundur Jonasson**, président pendant 21 ans de la Confédération des employés municipaux et de l'Etat, Islande.

François Livartowski, syndicaliste CGT, France.

Décisions

- Création d'un comité de liaison européen « contre la guerre, contre la guerre sociale ».
- Rencontre des participants des pays représentés par vidéo en septembre.
- Publication de la documentation de cette conférence.
- Proposition de préparer une rencontre européenne « contre la guerre, contre la guerre sociale » à Berlin début 2024.

Je m'abonne à **INFORMATIONS OUVRIÈRES**

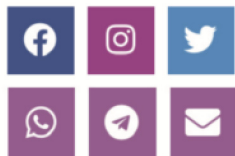
Sur www.infos-ouvrieres.fr/abonnements

De nombreuses formules au choix :

100 % numérique

ou

numérique + journal papier



ou en renvoyant ce formulaire qui ne donne droit qu'au journal papier

Par prélèvement mensuel : 7 euros

11 euros pour les plis clos

Par prélèvement mensuel avec soutien : euros

(Les prélèvements ont lieu en fin de mois. Dater et signez l'autorisation de prélèvement ci-contre en joignant un relevé d'identité bancaire ou postale. Vous pourrez suspendre à tout moment ces prélèvements par simple lettre.)

12 n^{os} : 20 euros

6 mois (25 n^{os}) : 35 euros

1 an (51 n^{os}) : 70 euros

1 an, pli clos : 125 euros

10 n^{os} : 10 euros pour tout premier abonnement

Remplir lisiblement et en lettres CAPITALES

Comité :
Département :

NOM, Prénom :

N° : Rue, bd, av., etc. :

Nom de la voie :

Code postal :

Ville :

Bulletin à renvoyer à :

Informations ouvrières, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, CS 30016, 75479 Paris Cedex 10. Chèque à l'ordre d'Informations ouvrières.

Mandat

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Informations ouvrières à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions d'Informations ouvrières.

Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec elle.

Une demande de remboursement doit être présentée : dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé, sans tarder et au plus tard dans les 13 mois en cas de prélèvement non autorisé, et vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque.

Date :

Signature (obligatoire) :

IMPORTANT : n'oubliez pas de joindre un relevé d'identité bancaire ou postale, de dater et signer votre autorisation de prélèvement.

Numéro ICS : FR69ZZZ442543

Cadre réservé à l'administration du journal